

Sondage Tamedia

Trois quarts des Suisses boudent le langage inclusif

Cette pratique est mal aimée, mais les gens l'utilisent davantage qu'ils ne semblent le penser. Les Alémaniques le font nettement plus que les Romands.

Caroline Zuercher

Le langage inclusif n'a pas la cote en Suisse. Dans un sondage de l'institut LeeWas réalisé pour le compte de Tamedia (éditeur de ce contenu), à peine un quart des personnes interrogées (23%) le jugent important ou plutôt important.

Les femmes sont plus sensibles à ce sujet. Elles sont 31% à le trouver important ou plutôt important, contre 14% des hommes. Les universitaires sont également plus nombreux dans ce cas (32%). Enfin, l'âge joue un rôle (28% des 18-34 ans, contre 17% des plus de 65 ans).

Dans la même logique, seules 24% des personnes interrogées disent veiller à utiliser un langage inclusif à l'écrit et à l'oral (oui ou plutôt oui). On observe ici une autre différence, entre les régions linguistiques cette fois. Si 27% des personnes de langue maternelle allemande et 34% des italo-phones y font attention, seuls 18% des francophones répondent ainsi.

L'analyse montre encore un soutien légèrement plus important dans la vie publique. Trente pour cent des sondés sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec l'idée d'utiliser les formes inclusives dans les médias et lors de manifestations publiques. Le résultat est le même pour le travail. Mais dans la sphère privée, ce pourcentage redescend à 22%. Avec là aussi, des variations selon le genre ou l'âge.

Une deuxième partie de l'enquête révèle toutefois une situation plus nuancée. À la question «Au quotidien, parlez-vous systématiquement au masculin, même si cela ne désigne pas exclusivement les hommes?» seuls 19% des sondés répondent «toujours». On retrouve ici une différence entre régions: les personnes de langue ma-

Sondage Tamedia sur le langage inclusif

Quelle est votre position par rapport au débat sur le langage inclusif, le trouvez-vous important?

Résultats selon le sexe



Quelle est votre position sur l'utilisation du langage inclusif dans votre vie privée?

Résultats par tranche d'âge



Sondage réalisé du 28 au 29 mars 2023 auprès de 35'754 personnes de toute la Suisse (dont 7763 Romands). Marge d'erreur: ± 1,0%. L'enquête a été menée par «20 minutes» et Tamedia, en collaboration avec LeeWas.

Graphique: I. Caudullo. Sources: Tamedia, LeeWas

ternelle française sont plus nombreuses à le faire (28%) que les germanophones (18%) et les italo-phones (15%), qui, sur l'ensemble du sondage, se montrent plus enclins au langage inclusif.

Dernière leçon: le point médian n'a pas la cote. Seuls 9% des sondés de langue maternelle française

font ce choix en écrivant. Parmi les options possibles, ils optent plus volontiers pour une note en bas de page précisant que la forme féminine est comprise dans le masculin générique, pour le doublet (en disant par exemple lectrices et lecteurs) ou pour le langage épique. Le masculin générique reste toute-

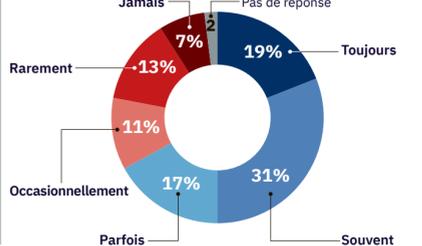
Veillez-vous à utiliser un langage inclusif à l'écrit et à l'oral?

Résultats selon la langue maternelle



Au quotidien, parlez-vous systématiquement au masculin, même si cela ne désigne pas exclusivement les hommes?

Résultat global



fois la solution préférée en Romandie.

«Ce sondage porte sur la perception que les gens ont de leur pratique. Il est probable que, dans les faits, ils n'agissent pas totalement ainsi», réagit Louis de Sausure, professeur de linguistique à l'Université de Neuchâtel. Selon

lui, les résultats n'en sont pas moins «impressionnants»: «Même s'il y a des distinctions en fonction de l'âge, du genre, de la région ou du niveau d'éducation, le sentiment général est clairement que modifier la grammaire n'est pas une réponse adéquate au problème de l'inégalité.»

Le professeur poursuit: «Le fait que les sondés préfèrent les formulations usuelles (masculin générique, doublets) n'indique pas

qu'ils sont insensibles aux inégalités mais qu'ils pensent qu'ajouter des symboles graphiques ne change pas les biais et les stéréotypes.» L'usage du doublet, conclut-il, est un outil qui permet d'augmenter la visibilité des femmes: «Des études ont montré que quand on libelle une offre d'emploi en écrivant le métier au féminin et au masculin, les femmes sont plus nombreuses à y répondre.»

Formulations neutres

Pour Pascal Gygax, psycholinguiste à l'Université de Fribourg, cette enquête révèle l'existence d'un malentendu dans le débat public. «On résume souvent l'écriture inclusive aux formes contractées, alors que celles-ci ne sont utilisées que dans une minorité de cas. Le plus souvent, on emploie des formulations alternatives qui permettent de sortir du seul masculin, comme la neutralisation.» Cette incompréhension, poursuit-il, joue un rôle dans la discussion actuelle: «Il a été démontré que plus les personnes savent précisément ce qu'est le langage inclusif, plus elles y adhèrent.»

Le psycholinguiste juge que la partie importante de cette enquête est celle où l'on demande aux personnes interrogées si elles parlent systématiquement au masculin. «La moitié des Alémaniques et un tiers des francophones n'utilisent pas souvent cette solution. Cela montre que le public s'interroge sur ces pratiques et cherche des solutions alternatives. Et que le langage inclusif est davantage employé qu'on ne le pense. C'est certainement plus le cas en Suisse alémanique, car on y parle de ces questions depuis plus longtemps.»

Plus de résultats sur notre site internet

Lire l'édito en une: «Priorité au salaire, pas à l'écriture»

Le débat électrise plus le parlement que la population

Retraites, écologie, migration... Les Suisses ont pas mal de préoccupations en tête. La lutte pour l'égalité des sexes n'en fait pas forcément partie: à peine 18% des personnes interrogées dans le cadre de notre sondage estiment cette thématique urgente. Elle l'est toutefois un peu plus pour l'électorat de gauche, puisque 37% et 39% de sondés se réclamant respectivement des Verts et du Parti socialiste y voient un problème important. Le gouffre avec les partis de droite est gigantesque: seuls 7 et 4% des supporters respectivement du PLR et de l'UDC cochent cette case. Logique, estime Michaël Buffat, conseiller national UDC vaudois: «S'agissant de l'égalité des sexes, le problème est identifié et il y a déjà beaucoup de choses qui sont faites. La population attend de nous que nous empoignons d'autres sujets plus urgents,

comme l'explosion des coûts de la santé.» Dans le débat sur l'égalité, celui sur le langage inclusif ne semble pas passionner le quidam. À la question «Quelle est votre position par rapport au débat sur le langage inclusif?» une écrasante majorité (76%) le juge peu ou pas du tout important. Cette thématique a pourtant agité à plusieurs reprises les discussions des Chambres fédérales. Parmi les élus qui sont montés à la tribune, le conseiller national Benjamin Roduit (Le Centre/VS): «Ce sondage me conforte dans l'idée que le langage inclusif n'est pas un thème d'actualité pour la population, réagit-il. Il montre aussi qu'en dehors des universitaires, une large majorité estime qu'il n'y a pas matière à modifier la langue pour faire passer une idéologie.» L'élu valaisan avait déposé une motion pour demander à

l'Administration fédérale de s'en tenir aux règles de l'Académie française, acceptée par le National mais rejetée aux États. Cela semble beaucoup de travail pour un thème qui n'en est pas un, non? «Une minorité pousse fortement pour imposer cette syntaxe. Le jour où on n'aura plus à faire face à ce prosélytisme, j'arrêterai de m'exprimer à ce sujet.» Pour la Verte genevoise Lisa Mazzone, ce sont au contraire «les interventions parlementaires à visée conservatrice qui sont plus fréquentes. La discussion politique se concentre souvent sur les aspects les plus polémiques du langage inclusif et oublie qu'il est déjà utilisé au quotidien sous d'autres formes. Contrairement à l'image à laquelle certains veulent le réduire, il peut prendre différentes formes et ne se résume pas aux astérisques ou au pronom «iel.»

S'il est vrai que Jean-Luc Addor (UDC/VS) ou Simon Stadler (Le Centre/UR) se sont fait entendre, la gauche n'est toutefois pas en reste, notamment pour réclamer l'utilisation de ces fameux astérisques dans les textes de la Confédération, comme l'a fait la socialiste zurichoise Céline Widmer. Benjamin Roduit y voit une «dérive». «La langue doit rester accessible à tout le monde. Or cette idéologie gender la brouille et empêche la lisibilité.» Lisa Mazzone est évidemment d'un tout autre avis: «Il faut être conscient que la langue véhicule des stéréotypes. Des études démontrent que l'usage exclusif du masculin a un impact. Il est nécessaire d'avoir un débat sur la question et naturel que les administrations et les Exécutifs s'interrogent sur la manière de s'adresser à tout le monde.»

David Genillard